

MAROC

20 FEVRIER 2011 - 20 FEVRIER 2021 DIRE NON A L'ETAT DE NON DROIT HALTE A LA REPRESSION LIBERTE POUR LES DETENUS POLITTIQUES ET D'OPINION

Le 20 février 2011, des milliers de jeunes –et moins jeunes- descendent dans la rue, à la suite des insurrections tunisiennes et égyptiennes, et rempli-e-s de fierté et d'audace, manifestent leur volonté de rupture avec le Maroc makhzénien hérité d'un autre âge, autour de trois slogans phares criés à pleine gorge, Liberté, Dignité, Justice sociale, derrière lesquels se décline tout un cahier de revendications, pour une nouvelle constitution et la fin de la tyrannie, contre la corruption, l'enrichissement frauduleux et le pillage des richesses, pour la libération des prisonniers politiques et d'opinion et l'arrêt des détentions arbitraires, pour l'abolition des lois sécuritaires et de la Charte visant à libéraliser l'enseignement, pour l'accès gratuit aux services sociaux et une politique d'emploi, d'amélioration du pouvoir d'achat et des conditions de vie, etc.

Une nouvelle constitution a été rédigée entre experts nommés par le Roi, un nouveau Parlement a été élu, un nouveau gouvernement désigné, les forces de l'ordre ont nettoyé les rues et rien n'a changé. Pire encore l'apparement des richesses, de la terre et de l'eau par quelques uns s'est accentué, tandis que les disparités sociales ont augmenté, le chômage et la misère ont littéralement explosé avec la crise ouverte par l'épidémie du coronavirus qui a aussi été l'occasion de renforcer les mesures sécuritaires, qui se sont traduites par le bâillonnement de toute contestation sociale, l'emprisonnement de protestataires, de journalistes et d'intellectuels.

Une offensive en règle est déclenchée pour museler toute pensée libre et indépendante. C'est d'abord l'arrestation et la condamnation de jeunes militants du 20 février (Bachir Benchaib, condamné à 12 ans de prison, est toujours sous les verrous) ; puis de ceux du Hirak du Rif (condamnés jusqu'à 20 ans de prison, comme c'est le cas de Nacer Zafafi, finaliste pour le prix Sakharov) ainsi que ceux d'autres soulèvements sociaux ; le tout relayé par le contrôle des blogs et pages Facebook et la répression des blogueurs jugés impertinents, allant jusqu'à l'emprisonnement de ces derniers ; puis l'acharnement contre des associations qui refusent de se laisser museler, et contre des journalistes soucieux d'exercer leur métier avec professionnalisme et indépendance.

Tous les moyens sont bons : piratage des téléphones et ordinateurs, provocations, manipulations, accusations fantaisistes portant sur la vie intime ou des délits de droit commun. Ainsi, les journalistes Taoufik Bouachrine, Soulaïman Raïssouni, Omar Radi sont poursuivis pour délits sexuels, Maâti Monjib pour blanchiment d'argent, tout en étant pour ces deux derniers également accusés d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Pire encore, Maâti Monjib et six autres journalistes viennent d'être condamnés à des peines allant jusqu'à un an de prison et à différentes amendes, après un procès sans cesse reporté depuis 2015, sans que jamais la défense n'ait l'occasion de plaider ni d'avoir un débat contradictoire. Un procès qui ne s'est donc jamais déroulé.

Le pouvoir marocain non seulement bafoue ses propres lois, ridiculise ses institutions, mais il joue aussi avec le feu. Le Maroc souffre d'inégalités criantes dans tous les domaines. L'essentiel de la richesse du pays est concentré entre les mains de quelques uns. Les aspirations exprimées avec force en 2011 n'ont pas trouvé écho auprès du pouvoir marocain.

Bien au contraire, les populations se restent à l'écart des décisions qui les concernent. Les pseudo modèles de développement prônés ne répondent pas à leurs besoins fondamentaux, mais les condamnent à un système de survie infernal.

En ce 10ème anniversaire du 20 février, il est urgent de dire que nous n'oublions pas, que nous n'acceptons pas, que nous sommes toujours présents, pour soutenir les aspirations du peuple marocain à la liberté, à la dignité, à la justice sociale et à la fin du despotisme, pour exiger le respect du droit d'expression, l'arrêt de toutes les poursuites et la libération de tous les prisonniers politiques et d'opinion.

Tous au rassemblement le 20 février 2020 à 14 heures, Place de la République (Paris)

Appel lancé par :

- #FreeKoulchi Paris
- AMDH - Paris Association marocaine des droits humains - Paris
- AMF - Association des Marocains en France
- ASDHOM - Association de Défense des Droits de l'Homme au Maroc
- ATMF - Association des travailleurs maghrébins de France
- Association Justice et liberté au Maroc
- Collectif des Amazighs de France
- Comité de soutien à Maâti Monjib
- CSMR - Paris Comité de soutien au mouvement rifain - Paris
- Institut Mehdi Ben Barka - Mémoire Vivante.
- RIBDH - Rassemblement Fini Ait Baamrane pour la dignité et les droits humains

Soutenu par :

- Assemblée européenne des citoyens – HCA – France
- ATTAC
- CEDETIM
- CNT
- CRLDHT - Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie
- Ensemble
- FTCT - Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives.
- IDD - Immigration. Développement. Démocratie
- MRAP
- NPA
- Parti des indigènes de la République
- Riposte internationale
- Union syndicale Solidaires